



DES LYCÉES AUX CORTÈGES : UNE JEUNESSE QUI FAIT FRONT

Il souffle un vent de révolte sur la jeunesse française. Depuis plusieurs jours, des milliers de lycéennes et lycéens se lèvent aux aurores pour bloquer leurs établissements. Derrière les barricades, la génération Z porte la revendication d'avoir accès à un service public à la hauteur de ses besoins. Des professeurs et professeures remplacé-es lorsqu'ils et elles sont absent-es, des classes moins chargées, des établissements correctement entretenus, l'accès aux transports en commun et une remise en cause de la pression exercée par Parcoursup.

Le mouvement a pris racine dans les lycées de région parisienne, où les jeunes dénoncent les inégalités entre établissements. Ils et elles font ainsi l'amère expérience d'une réalité qui leur dit que selon le lycée où l'on étudie et le territoire où l'on grandit, les conditions d'apprentissage ne sont pas les mêmes.

Le 29 septembre, leur mobilisation a rejoint celle des agents et agentes de la fonction publique en grève. Lycéennes, lycéens et travailleurs, travailleuses se sont retrouvés dans les

mêmes cortèges pour défendre les services publics. Aux revendications sur l'Éducation nationale se sont aussi mêlés dans le cortège lycéen des slogans antifascistes et hostiles au Rassemblement National.

Ces slogans antifascistes s'expriment chez une jeunesse qui se politise au moment même où l'extrême droite progresse et tente d'imposer un agenda déconnecté de leurs réalités. Dans les blocages comme dans les cortèges, certains et certaines font leurs premières expériences militantes. Ils et elles apprennent à s'organiser, à tenir un rapport de force et, pour certains et certaines, à désigner clairement l'extrême droite comme un adversaire politique.

Mais face à cette mobilisation, la réponse de l'État a aussi été ultra répressive. Pour la seule journée du 29 septembre, 440 personnes ont été interpellées sur l'ensemble du territoire, principalement des personnes mineures. Des affrontements ont également fait des blessé-es parmi les lycéennes et lycéens, les personnels de l'Éducation nationale et les forces de l'ordre.

En tant que syndicalistes, nous avons une responsabilité : être aux côtés de cette jeunesse qui se mobilise. Face aux interventions policières, aux interpellations et aux sanctions, notre solidarité doit être concrète : faire front avec elles et eux et défendre leur droit à s'organiser, à manifester et à faire entendre leurs revendications.

Mardi 6 octobre rejoignons les manifestations organisées partout en France, organisons la mobilisation par tous les moyens à disposition de nos syndicats et par la grève dans le cadre du préavis fédéral.

